INTRODUCTION

01

Politiques publiques et acteurs transnationaux

► **Florian Favreau**

Fondation Maison des Sciences de l'Homme – Paris

EM Normandie – METIS, 9 rue Claude Bloch, 14052 Caen

L'influence des entreprises transnationales sur les politiques publiques est un phénomène important. Cette influence des entreprises transnationales se double, par ailleurs, d'une influence des organisations transnationales de la société civile. Les États se sont emparés de cette question, et reconnaissent cette double influence des acteurs transnationaux sur les politiques publiques. Cette reconnaissance a conduit à la définition d'une politique publique relative à ces questions. Cette politique publique a été formulée au travers de plusieurs rapports présentés dans le cadre de l'Organisation des nations unies (ONU).

Nous proposons ici de revenir rapidement sur deux de ces rapports, qui ont abouti à la mise en place d'une politique publique partagée par les États membres de l'ONU (1). Ces éléments sont indispensables à la mise en perspective des articles de ce numéro spécial (2).

1. Les politiques publiques liées à l'émergence d'acteurs transnationaux

Les politiques publiques relatives aux entreprises et aux organisations transnationales peuvent être présentées au travers de deux rapports onusiens, celui du professeur Martti Koskenniemi, en 2006¹, puis celui du professeur John Ruggie, en 2011². Ces deux

¹ Rapport du groupe d'étude de la Commission du droit international du 13 avril 2006 établi par Martti Koskenniemi et intitulé: « La fragmentation du droit international: difficultés découlant de la diversification et de l'expansion du droit international », A/CN.4/L.682. https://legal.un.org/ilc/documentation/french/a_cn4_l682.pdf

² Rapport du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des droits de l'Homme et des sociétés transnationales et autres entreprises, John Ruggie – Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme: mise en œuvre du cadre de référence « protéger, respecter et réparer » des Nations unies, 21 mars 2011, A/HRC/17/31.

*Auteur correspondant : florian.favreau@gmail.com

doi:10.3166/pmp.37. 2020.0008 © 2020 IDMP/Lavoisier SAS – Tous droits réservés

rapports ont précisé les lignes directrices d'une politique publique s'inscrivant dans un cadre précédemment défini par deux Secrétaires généraux des Nations unies : Boutros Boutros-Ghali en 1992³, puis Kofi Annan, en 1999⁴.

Durant la seconde moitié du XX^e siècle, les États membres de l'ONU mettent en place une série de politiques publiques destinées à favoriser le commerce international et à prévenir l'apparition de nouveaux conflits mondiaux. Les politiques publiques se développent significativement, dans de nombreux domaines. Le professeur Wolfgang Friedmann (1964) note que, dans ce cadre, les normes de droit international public sont devenues un ensemble effaçant progressivement la frontière entre normes internationales et droit national transposant ces normes. Des politiques publiques transnationales apparaissent alors, dans le cadre d'un « *droit international providence* ». « *De la même façon que les États internes libéraux sont devenus en Europe des États providence, le droit international contemporain est passé d'un droit libéral, cantonné à quelques fonctions premières essentielles de régulation et de coexistence, à un droit-providence multifonction qui régit la vie des États et des individus et qui est considéré comme l'ultime garant du bien-être collectif* »⁵.

Dans son rapport de 2006, le professeur Martti Koskeniemi présente ce phénomène de la manière suivante : « *La mondialisation se manifeste entre autres par la naissance de réseaux de coopération techniquement spécialisés de portée mondiale : commerce, environnement, droits de l'Homme, diplomatie, communications, médecine, prévention de la délinquance, production énergétique, sécurité, coopération autochtone, etc., domaines d'activité et de coopération d'experts qui débordent des frontières nationales et sont difficiles à réglementer par le droit international traditionnel. Les législations nationales n'y parviennent pas en raison du caractère transnational de ces réseaux et le droit international ne tient pas suffisamment compte de leurs objectifs et besoins particuliers* »⁶. Au-delà de l'aspect juridique mis en avant par Martti Koskeniemi dans le cadre de la Commission du droit international, il s'agit donc bien de mettre en avant la mutation des politiques publiques elles-mêmes. Dans de nombreux domaines, les experts issus des entreprises transnationales mais aussi des organisations transnationales de la société civile – par exemple dans le domaine de la coopération autochtone – créent, avec les États et les Organisations internationales (OI), les règles et les processus qui forment les politiques publiques en vigueur.

Le rapport poursuit en précisant : « *De ce fait, les réseaux tendent à mettre au point leurs propres règles et systèmes de règles. Ils le font parfois officiellement, les principaux acteurs adoptant des modes de comportement ou des solutions types qui créent des attentes ou sont copiés par d'autres. Parfois la coordination passe par l'harmonisation des lois et réglementations nationales ou régionales, par exemple, grâce à la normalisation accrue des formules de contrats ou des règles de responsabilité. Mais fréquemment, des règles et des systèmes de règles spécialisés sont aussi le fruit de la coopération intergouvernementale, avec le concours notamment des organisations intergouvernementales (spécialisées). C'est ce qui explique l'apparition de régimes de droit international fondés sur des traités*

³ B. Boutros-Ghali, *Agenda pour la paix*, Nations unies, New York, 1992.

⁴ Le cadre dans lequel s'inscrit le discours de Davos de 1999 peut être appréhendé en se reportant à : K. Annan, *Interventions. Une vie dans la guerre et dans la paix*, Odile Jacob, Paris, 2013 [2012], chapitre 6.

⁵ Jouannet E. (2007), À quoi sert le droit international ? Le droit international providence du XXI^e siècle : *RBDI*, n° 1, p. 11.

⁶ Rapport cité ci-dessus, paragraphe 481.

multilatéraux et des actes d'organisations internationales, des traités spécialisés et des coutumes adaptés sur mesure aux besoins et aux intérêts de chaque réseau mais qui tiennent rarement compte du monde extérieur »⁷. Cette forme d'intervention mixte – publique/privée – n'étonnera pas le spécialiste de management public, puisqu'il ne fait que généraliser un mode de fonctionnement ancien. Les politiques publiques, en matière de définition des normes comptables, sont effectivement un exemple classique dans ce domaine. Les normes comptables, définies par des organisations privées transnationales, sont rendues obligatoires par les États et forment ainsi une politique publique transnationale, dont il est possible de comprendre l'évolution politique (Richard, 2010). Ce type d'organisation se généralise à la fin du XX^e siècle.

« *La montée en puissance [de ces] règles et systèmes de règles spécialisés qui n'entretiennent pas de relations claires entre eux* »⁸, la systématisation de ce mode de management, est problématique, pour les États. Effectivement, ce mode de management public pose des problèmes de cohérence. Dans ce cadre, les réponses à de nombreuses questions « *dépendent de plus en plus des personnes à qui les questions sont posées, du système de règles en cause* ». Les entreprises transnationales et les organisations transnationales de la société civile se trouvent dotées d'une influence nouvelle sur les États et sur les politiques publiques.

Le professeur John Ruggie, nommé représentant spécial chargé de la question des droits de l'Homme et des sociétés transnationales et autres entreprises en 2005 présente, en 2011, une synthèse des conséquences de ce mode de management public, devant l'Assemblée des Nations unies. Trois phénomènes sont mis en avant. Premièrement, la qualité des normes produites dans le cadre de la coopération interétatique ne permet pas toujours leur application. Des obligations peu précises, conditionnées, ambiguës, sont souvent le produit de négociations complexes entre États aux intérêts divergents. Deuxièmement, le coût de mise en œuvre de ces normes est souvent mis en avant. La production des informations nécessaires à l'application de ces normes constitue l'un des coûts cachés de la diffusion de bonnes pratiques. Troisièmement, les représentants des Nations unies expliquent que l'« *incapacité à faire appliquer les lois existantes qui régissent directement ou indirectement le respect des droits de l'Homme par les entreprises constitue souvent une importante lacune juridique dans la pratique des États. Ces lois peuvent porter sur la non-discrimination et le travail, l'environnement, la propriété, la protection de la vie privée et la lutte contre la corruption. Il importe donc que les États examinent si ces lois sont efficacement appliquées à l'heure actuelle, et, dans la négative, pourquoi elles ne le sont pas et quelles mesures pourraient raisonnablement remédier à la situation* »⁹.

L'apparition de politiques publiques transnationales s'accompagne donc, en raison de ces trois phénomènes systémiques, d'un transfert de pouvoirs des États vers les organisations transnationales : les États considèrent qu'ils n'ont pas la capacité de réguler les acteurs transnationaux. Ce sont donc ces organisations transnationales qui maîtrisent en grande partie les processus de définition, de mise en œuvre et de contrôle des politiques publiques, dans des domaines aussi importants que les politiques comptables et prudentielles, les politiques de

⁷ Rapport cité ci-dessus, paragraphe 482.

⁸ Rapport cité ci-dessus, paragraphe 483.

⁹ Rapport du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des droits de l'Homme et des sociétés transnationales et autres entreprises, John Ruggie – Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme : mise en œuvre du cadre de référence « protéger, respecter et réparer » des Nations unies, 21 mars 2011 (A/HRC/17/31, p. 9).

protection de l'environnement, les politiques de développement, les politiques de gestion des ressources naturelles ou même dans des domaines régaliens, comme le domaine diplomatique.

La lecture des six contributions proposées dans le cadre de ce numéro spécial permet de préciser ces éléments et les questions qui se posent au chercheur et au praticien du management public, dans ce cadre.

2. Présentation des contributions à ce numéro spécial

Les six articles proposés dans le cadre de ce numéro spécial sont ordonnés de façon à permettre au lecteur de s'interroger sur les enjeux généraux liés à l'émergence de ces questions puis aux différents aspects pratiques qui en découlent.

2.1. Les politiques publiques à l'épreuve d'une justice devenue transnationale

Dans l'article intitulé « *Les politiques publiques à l'épreuve d'une justice devenue transnationale* », nous présentons la genèse de cette évolution des politiques publiques.

Effectivement, de nombreux auteurs, notamment en droit, évoquent aujourd'hui la « *souveraineté privée* » exercée par les entreprises transnationales. Les politiques publiques mises en œuvre à l'issue de la seconde guerre mondiale ont ainsi accompagné la constitution progressive des entreprises transnationales, en permettant à ces entreprises d'échapper à de nombreuses politiques publiques. Les conséquences fiscales, économiques, environnementales ou sociétales de ces choix sont aujourd'hui importantes. Le management public ne peut ignorer l'importance prise par des entreprises comme les GAFAM, les entreprises liées au secteur des ressources naturelles ou de nombreuses autres entreprises transnationales. Ces acteurs transnationaux font évoluer la nature même des politiques publiques.

Concrètement, les politiques publiques, c'est-à-dire l'ensemble des règles légitimées par l'État et qui s'appliquent à un domaine particulier, n'émanent plus, dans ce contexte, de la seule autorité politique nationale. L'article montre l'exemple, d'actualité, des politiques publiques menées dans le domaine climatique. La politique publique, dans ce domaine comme dans de nombreux autres, est constituée d'un ensemble de règles et de procédures émanant de nombreux acteurs, notamment transnationaux. Les conséquences pratiques de cet état de fait sont rappelées dans l'article.

Cet article prend la suite de la réflexion présentée dans le cadre du colloque PMP des 13 et 14 décembre 2018 et du numéro spécial consacré à l'évolution de la notion de régalien, en octobre-décembre 2019. Plus fondamentalement, cet article s'inscrit dans le cadre d'une réflexion entamée aux côtés du professeur Gérald Orange et du professeur Robert le Duff et poursuivie auprès des membres de l'Université de Versailles Saint-Quentin – dans le cadre de plusieurs colloques, notamment consacrés à l'évolution des pratiques diplomatiques – et, enfin, dans le cadre du groupe *Global Legal Studies* de la Fondation Maison des Sciences de l'Homme et de son réseau consacré à l'étude des industries extractives.

Ce travail portait initialement sur l'analyse des processus de décision délibératifs appliqués à l'échelle d'un territoire. Il est alors apparu nécessaire de comprendre le comportement des entreprises transnationales et des organisations transnationales de la société civile pour décrire les conditions d'une délibération permettant aux politiques publiques d'approcher leurs objectifs.

La place du droit est essentielle, dans ce cadre, pour comprendre le management public. La nature des processus de décision et des pratiques concrètes de concertation, de conciliation et de participation apparaissent effectivement au travers de la rencontre entre management stratégique, management public et droit – notamment du droit privé. Cet article vise donc à renforcer la place accordée au droit international privé, au droit transnational et au droit des affaires dans notre revue et dans notre communauté, en soulignant le lien entre ces disciplines et le management public.

2.2. Les ambiguïtés d'une gestion transnationale des ressources naturelles, l'exemple de l'industrie forestière chilienne

Dans son article intitulé « *Les ambiguïtés d'une gestion transnationale des ressources naturelles, l'exemple de l'industrie forestière chilienne* », Marine Bastiège confronte quelques apports théoriques classiques du management public aux pratiques, dans le domaine du management public des ressources naturelles. L'article permet ainsi de compléter le point de vue précédent, en mettant en exergue, non plus les apports du droit international en management public mais les apports de la comptabilité et des économistes coopérant avec les chercheurs en sciences naturelles et sciences physiques à ce même management public.

Dans ce cadre, de nombreux éléments sont susceptibles d'éclairer ce que doit être le management public des ressources naturelles, particulièrement dans le domaine forestier. C'est dans ce domaine et dans le domaine agricole que sont effectivement nées les méthodes comptables et le dialogue avec les scientifiques qui ont permis, comme le montre Elinor Ostrom, de gérer de nombreuses ressources, de façon soutenable, sur le long terme.

La politique transnationale de gestion des ressources naturelles mise en œuvre par les États depuis les grandes conférences onusiennes de 1992 et de 2002, tout en mettant en exergue les apports d'auteurs comme John Rawls ou Amartya Sen, ont toutefois amené le développement de pratiques largement distinctes des préconisations qu'il est possible de mettre en avant à l'issue de cette revue de littérature. L'auteur souligne alors deux éléments. D'une part, certaines questions classiques posées par le management public sont, largement, celles posées par la transnationalisation des politiques publiques. D'autre part, une prise en compte de la problématique transnationale permet de poser la question du dialogue concret entre les communautés autochtones, les pouvoirs étatiques, les entreprises et les scientifiques d'une façon renouvelée.

À l'issue de la lecture de cet article, il serait ainsi possible d'interroger les travaux d'Ulrich Beck, souvent utilisés pour apporter une illustration théorique à l'idée selon laquelle des mouvements citoyens transnationaux – généralement participatifs – constitueraient une réponse au développement du pouvoir des entreprises transnationales. Pour Ulrich Beck, les mouvements sociaux ou autochtones permettraient ainsi de pallier les carences de l'État, les faiblesses des politiques publiques, incapables de réguler les entreprises transnationales. Ulrich Beck appelle effectivement à une réaction vis-à-vis des « *privatisations d'État* », des « *stratégies d'usurpations* » (Beck, 2003 : 249), qui permettent à des « *puissances privées de se hisser à la hauteur des États* » (Lhuillier, 2018 : 264). Apparaît donc une « *diplomatie entre les états et les entreprises* » (Beck, 2003 : 297), dans laquelle certains acteurs – populations locales, organisations non-gouvernementales, médias, universitaires – se font « *contre-pouvoirs de la société civile mondiale* » (Beck, 2003 : 33). Ce positionnement n'est pas l'apanage d'Ulrich Beck. On le retrouve ainsi chez de nombreux théoriciens des

organisations. Henry Mintzberg déclarait ainsi, lors d'une conférence donnée à l'Université de Paris 2 (Sorbonne), le 16 mai 2012, que « *le vrai changement ne [viendra] ni des gouvernements, ni des marchés, mais du mouvement social* »¹⁰.

L'article que nous vous proposons dans ce numéro apporte des éléments empiriques permettant d'étudier *in situ* ces questions, et de constater que l'alliance souhaitée par Ulrich Beck entre ONG et États pour réguler les entreprises fait place, sur le terrain, à l'alliance de populations locales et de scientifiques, formant une communauté transnationale influençant partiellement les politiques publiques construites par les États et les entreprises.

2.3. Le principe de participation en droit économique : la redéfinition du « public »

Les deux premiers articles de ce numéro ont permis de mettre en exergue quelques-uns des apports essentiels du droit, de la comptabilité, des sciences naturelles et, plus classiquement, de certains grands auteurs qui inspirent profondément le management public (Amartya Sen, John Rawls, Elinor Ostrom). Le troisième article proposé ici permet de souligner la façon dont évoluent les liens entre États, Organisations internationales (OI) et acteurs transnationaux, dans ce contexte.

Ce texte, intitulé « *Le principe de participation en droit économique* »¹¹ que nous vous proposons avec Gilles Lhuillier, explicite la politique publique par laquelle les États membres des Nations unies ont redéfini le rôle des acteurs transnationaux, en faisant évoluer les processus de décision publique. En redéfinissant le principe de participation, notamment à l'occasion de la conférence de Rio (1992) puis dans le cadre du *Global Compact* (1999), les États, l'ONU, les entreprises et les ONG ont amené l'évolution de trois éléments caractérisant le principe de participation.

Premièrement, la notion de « *public* » a évolué, en droit, pour s'articuler, désormais, autour de la notion d'Organisation de la société civile (OSC). Les conséquences générales de cette évolution sont ici présentées – elles seront développées dans les articles suivants.

Deuxièmement, les procédures de participation à la décision publique ont évolué, avec l'introduction des procédures de *Due diligence* (devoir de vigilance). Cette évolution permet aux entreprises d'encadrer la participation des OSC.

Troisièmement, la reconnaissance progressive du Consentement libre préalable et éclairé (CLPE) permet aux OSC de proposer leur propre cadre pour redéfinir les modalités de participation à la décision publique.

2.4. L'influence des acteurs transnationaux sur les politiques de développement, chronique de conflits économiques au Chili et en territoire mapuche

Après avoir présenté quelques-uns des fondements théoriques liés à la question de l'influence du transnational sur les politiques publiques et des questions liées à ces éléments, les trois articles suivants abordent plus directement les pratiques transnationales, *in situ*.

¹⁰ Pour un exemple d'application dans l'organisation, cf. Mintzberg (2008).

¹¹ Cet article, qui constitue le point de départ du travail doctoral de Florian Favreau en droit, a été écrit largement en amont de ce numéro spécial. Cela explique le fait qu'il soit cité par des articles parus précédemment, notamment dans le numéro spécial de PMP d'octobre-décembre 2019.

L'article intitulé « *L'influence des acteurs transnationaux sur les politiques de développement, chronique de conflits économiques au Chili et en territoire mapuche* » (Marine Bastiège et Blaise Pantel) présente ainsi les pratiques transnationales de certaines organisations de la société civile. Ce sont donc ici les pratiques des acteurs transnationaux de la société civile (hors entreprises) qui sont interrogées.

Ces acteurs transnationaux (populations locales, universitaires, religieux, autochtones, écologistes, militants, scientifiques, etc.) proposent parfois une vision de l'intérêt public qu'il est possible d'opposer à l'intérêt national que l'État semble représenter. Ces acteurs se posent toutefois ici en faiseurs de politiques publiques.

L'article rappelle les définitions classiques permettant d'identifier ces acteurs transnationaux, au moyen de travaux de politistes. Les juristes, particulièrement mis en avant au début de ce numéro spécial, se souviendront ici avoir eux-mêmes largement puisé dans les travaux des politistes de Cambridge pour définir le droit transnational. De même, l'article souligne ce que sont les différents aspects permettant d'identifier et de comprendre ces acteurs transnationaux. Enfin, des apports sociologiques permettent de souligner le lien direct que les américanistes savent entretenir entre recherche et action. Le lecteur comprendra sans peine, à la lecture de la dernière partie de l'article, que les auteurs, particulièrement le professeur Blaise Pantel, ont une connaissance profonde de l'ensemble des pratiques décrites ici.

Cet article s'inscrit dans le cadre d'un travail mené depuis plusieurs années avec plusieurs collègues sud-américains et permettra sans doute d'approfondir le travail du groupe formé, au sein de notre revue, sur le thème du transnational. La confrontation des cadres théoriques généraux tels que ceux proposés par Ulrich Beck aux pratiques des pays exportateurs de ressources naturelles permet ici d'interroger nos cadres de pensée et de montrer l'influence et l'évolution, dans le temps, des communautés transnationales à l'œuvre sur ces territoires. Les processus d'apprentissage de ces communautés et leurs liens avec les organisations internationales apparaissent ici dans leur complexité.

2.5. La méthode de la Licence Sociale et Environnementale d'Opérer (SDLO), le cas de la participation des populations locales au projet « Montagne d'or » en Guyane

Le point de vue des populations locales (autochtones) présenté et analysé dans l'article précédent est ici complété par un point de vue issu d'une collaboration avec une entreprise confrontée à une forte contestation organisée de façon transnationale. Le cas présenté est ici celui de la Montagne d'Or, en Guyane, au travers d'un article proposé par le professeur Gilles Lhuillier et par Camille Thibault (ENS Rennes).

L'article souligne tout d'abord l'importance, pour l'entreprise, d'obtenir la licence sociale et environnementale d'opérer. La politique publique d'exploitation des ressources naturelles dont il est question ici ne peut effectivement être mise en œuvre par la seule obtention de l'autorisation d'opérer accordée par l'État. Les mouvements autochtones transnationaux sont, de fait, partie prenante de la définition, de la mise en œuvre et de l'évaluation d'une telle politique publique.

Bien que l'importance de cette licence sociale fasse consensus tant chez les opérateurs miniers que chez les chercheurs ou pour les organisations de la société civile, peu de travaux juridiques de ce type ont été consacrés aux modalités pratiques de la participation des populations locales. Le cas du refus par l'État – et par la population locale – d'accorder

à la Compagnie Minière Montagne d'Or le droit d'exploitation d'un gisement minier en Guyane permet ici de rendre compte d'une méthode qui peut être préconisée aux opérateurs pour obtenir une telle participation des populations. Cette méthode permet de déterminer précisément les préoccupations de chaque acteur dans une dynamique inclusive pour que chaque question soulevée trouve une solution concrète lors de l'élaboration du projet. Une fois déterminées les questions que pose la population en suivant une méthode issue de « *l'analyse des controverses* », il reste encore à l'opérateur minier à prendre au sérieux ces questions pour co-construire le projet minier en puisant dans les *best practices* de l'industrie minière, ce qui n'a pas été le cas en l'espèce. La méthode proposée ici est à la fois expérimentale, collaborative et reproductible.

Au-delà de cet apport pratique, l'article propose aussi une réflexion épistémologique sur le nécessaire décentrement du regard du chercheur, confronté au développement de politiques publiques transnationales et aux pratiques de participation des communautés autochtones. Les perspectives épistémologiques développées en Amérique, dans le cadre des *Legal consciousness studies* sont ici abordées, et complètent les approches mises en avant dans les autres articles de ce numéro spécial. L'article permet ici de comprendre le lien établi entre cette approche et la méthode du droit transnational, fondée sur l'étude des espaces normatifs.

2.6 Un nouveau droit entre le régalien et le transnational : le droit climatique

Ce numéro spécial se referme sur l'article d'un praticien dont l'autorité est aujourd'hui incontestable : Maître Christian Huglo (Cabinet Huglo-Lepage).

En conclusion de ce numéro spécial, Maître Huglo rappelle que les mobilisations transnationales sont essentielles pour comprendre comment peuvent être traitées les problématiques de santé, de biodiversité et de dérèglement climatique qui sont, depuis de nombreuses années, identifiées comme trois des enjeux majeurs du XXI^e siècle. Pour pallier les « *défaillances* »¹² des politiques publiques en la matière, et l'impréparation des États, l'action de la société civile, des populations locales, du public est alors présentée comme nécessaire, complémentaire de l'indispensable action de l'État. Cette action *du* public se nourrit de stratégies transnationales, d'un droit et de pratiques nouvelles, élaborées en collaboration avec des acteurs présents sur l'ensemble du globe, agissant en réseau. Cette forme d'action transnationale est ici pensée et explicitée du point de vue du praticien éclairé¹³, dans un article qui reprend ce qui aurait dû être, au côté des interventions de Jacques Richard¹⁴ et de Gilles Lhuillier¹⁵, l'une des communications présentées lors du colloque organisé par *Politiques & Management Public*, à l'ESCP Europe, les 13 et 14 décembre 2018¹⁶.

¹² Cf. l'article de Christian Huglo, publié dans ce numéro.

¹³ Les travaux de Christian Huglo font référence dans le domaine, notamment son ouvrage consacré à la justice climatique (Huglo, 2018).

¹⁴ L'essentiel de la présentation du Professeur Jacques Richard, lors de ce colloque, peut être retrouvé dans l'entretien qu'il a accordé en 2010 (Richard, 2010).

¹⁵ L'essentiel de la présentation liminaire du Professeur Gilles Lhuillier lors du colloque PMP de 2018 peut être retrouvé dans Lhuillier (2018). Les autres interventions présentées dans ce cadre ont été publiées dans le numéro de décembre 2019 de *Politiques & Management Public*.

¹⁶ Maître Huglo n'avait pas pu rejoindre l'ESCP Europe en raison d'importantes perturbations, dans une période sociale chargée.

Évoquer le transnational, pour le praticien, c'est ici simplement souligner la perte de monopole de l'État, sur la scène internationale et l'importance prise par la société civile. L'évolution du dialogue autour des questions environnementales illustre alors particulièrement bien ce point. En n'assumant pas ses responsabilités dans le domaine climatique, l'État a effectivement conduit la société civile à créer le droit dont l'humanité a besoin. D'une part, les circonstances particulières créées par le réchauffement climatique et, d'autre part, la défaillance des politiques publiques traditionnelles ont rendu cette approche transnationale pertinente, sinon nécessaire. Cependant, les actions en justice ne permettent pas, à elles seules, d'aboutir à l'affirmation d'un nouvel état du droit mondial, malgré l'intérêt d'initiatives de la société civile telles que la création d'une Déclaration universelle des droits et des devoirs de l'humanité ou la création du Tribunal Monsanto.

Cet article d'un avocat de renommée internationale est, nous l'espérons, éclairé par les différents autres textes proposés en amont, notamment celui ouvrant ce numéro spécial et proposant une réflexion plus académique sur la nature de la délibération publique et le lien qu'elle entretient avec la justice et les politiques publiques.

Conclusion

L'objet de ce numéro spécial est donc de présenter l'intérêt et la richesse, pour le management public, d'un travail sur la notion de transnational. Les articles proposés ici ont pour objet de clarifier les notions utilisées dans ce cadre et de souligner les liens existants entre ces notions et les apports de nombreux auteurs majeurs en management public. Nous espérons que les pistes présentées ici permettront d'ouvrir le débat sur ces questions.

Bibliographie

- Beck U., 2003. *Pouvoir et contre-pouvoir à l'heure de la mondialisation*. Aubier, Paris.
- Bureau D., Muir-Watt H., 2017. *Droit international privé*. PUF, Paris.
- Chevallier J., 2008. *L'État post-moderne*. LGDJ, Paris.
- Le Duff R. et Orange G., 2012. Les biens collectifs victimes de la maladie des coûts de Baumol ? *Politiques & management public* 29 (3), 451-472.
- Friedmann W., 1964. *The Changing Structure of International Law*. Columbia University Press, Columbia.
- Huglo C., 2018. *Le contentieux climatique : une révolution judiciaire mondiale*. Bruylant, Paris.
- Lhuilier G., 2018. La concurrence normative transnationale. *Revue internationale de droit économique* XXXII (3), 251-267.
- Mintzberg H., 2008. Leadership et communityship. *Gestion* 33 (3), 16-17.
- Richard J., 2010. Comment la comptabilité modèle le capitalisme. *Le Débat* 4 ; 53-64.